

SUJET N° 8

LA LIBERALISATION DE LA FILIERE CAFE ET CACAO

INTRODUCTION

La gestion de la filière Café et Cacao a longtemps été la mission exclusive de la Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Productions Agricoles (C.S.S.P.P.A), connue sous l'acronyme Caistab. Cette structure va faire place en 1999, à la faveur du désengagement de l'Etat des secteurs productifs, à la nouvelle Caistab.

Ce nouvel instrument qui devait consacrer la libéralisation de la filière longtemps souhaitée par les institutions de Brettons Wood, était une société mixte à participation minoritaire de l'Etat. Celui-ci n'ayant pas eu le temps de faire ses preuves va être dissout en l'an 2000 pour être remplacé par deux autres structures autonomes : la Bourse du café cacao et l'autorité de régulation du café et du cacao.

Mais, pourquoi les autorités ivoiriennes ont-elles accepté de libéraliser la filière café et cacao ? Quels sont les objectifs visés par cette opération et quelles sont ses conséquences sur l'économie ivoirienne ?

I / LES CAUSES DE LA LIBERALISATION DE LA FILIERE CAFE ET CACAO

- La mainmise de l'Etat sur la filière par l'intermédiaire de la Caistab,
- Incapacité de la Caistab à assurer le soutien du revenu des producteurs,
- La détérioration grave des termes de l'échange avec ses effets pervers sur le développement du pays,
- Les privatisations des structures de l'Etat,
- Les conditionnalités des bailleurs de fonds,
- La gestion opaque de la Caistab considérée à tort ou à raison comme une caisse noire,
- La paupérisation croissante du monde paysan,
- L'effectif pléthorique de son personnel.

II/ LES OBJECTIFS VISES PAR LA LIBERALISATION

- L'objectif fondamental était de permettre aux producteurs de continuer à bénéficier d'une amélioration de leur rémunération en ligne avec les prix payés sur le marché International, donc en clair, à l'enrichissement du monde paysan.
- Ensuite, libérer du contrôle de l'Etat les prix, le commerce et l'accès aux marchés.
- Permettre aux producteurs d'avoir accès aux informations et aux marchés,
- Permettre au secteur privé de jouer efficacement son rôle d'acteur économique
- Satisfaire aux exigences des bailleurs de fonds.

III/ LES CONSEQUENCES SUPPOSEES ET REELLES

A – Les conséquences supposées (avantages)

- La libéralisation décentralise les décisions de production et de commerce en faveur des entreprises et des ménages.
- Elle remédie aux points faibles de la planification centralisée que sont : l'incitation et l'information.
- Elle établit la transparence, expose les entreprises à la demande du client, à la motivation du profit et à la concurrence.
- Elle laisse les prix relatifs s'établir en fonction des pénuries véritables,
- Elle exploite mieux l'information,
- Le paysan a donc la possibilité de négocier lui-même le prix d'achat de son produit,
- Le café et le cacao qui représentent 60% des recettes d'exportation, continueront à jouer leur rôle,
- La libéralisation permet une certaine croissance de l'économie et permet de lutter contre la pauvreté.

B – Les conséquences réelles (les effets pervers de la libéralisation)

- Baisse constante du revenu des paysans,
- Chute de plus de 40% des cours du cacao,
- Les multinationales telles que : A.D.M Cargill et Barry Callebaut ont faussé le jeu en prenant le contrôle intégral de la filière en Côte d'Ivoire,
- Les exportateurs nationaux sans grands moyens (logistiques et financiers) ont mis la clé sous le paillason car évincés du marché, les banques ne prêtant qu'aux plus solvables.

IV/ SOLUTIONS

- Créations de structures telles que la Bourse du café et du cacao (BCC) et l'autorité de régulation du café et du cacao en vue de définir les nouvelles règles du jeu et accompagner les réformes gouvernementales,
- Système de vente à terme et de stabilisation privée,
- Intervention de l'Etat sur les marchés à terme afin de couvrir les charges fiscales,
- Vente à terme de 20% seulement de la production,
- Système informatique répartissant les ventes de cacao sur l'ensemble de l'année,
- Rôle central assigné au secteur privé dans la gestion paritaire de la filière avec une place de choix également pour les planteurs, les exportateurs et les banques.

En un mot, nous observons un retour à la stabilisation.

CONCLUSION

La libéralisation de la filière café et cacao qu'on a annoncé comme étant la potion magique qui allait sortir le monde paysan de la pauvreté, n'a pas tenu toutes ses promesses. Nous assistons donc à un retour à la stabilisation seulement, avec d'autres acteurs et d'autres structures.

Sauront-ils gérer tous les éléments de la spéculation prospective du café et du cacao ?

Dans tous les cas, ils ne doivent pas perdre de vue que la croissance économique reste encore tributaire de l'agriculture et l'Etat devra piloter avec dextérité l'opération de régulation pour ne pas retomber dans les travers du système d'avant la libéralisation.